

PARIS. —
BUREAU PARIS (21) 142, Rue Montmartre
ADRESSE TELEGRAPHIQUE: HUMANITE-PARIS
TELEPHONE: 1 GUTENBERG 02-57
PUBLICITE ANONCES
142, Rue Montmartre, 142

L'Humanité

JOURNAL SOCIALISTE

Directeur Politique: JEAN JAURES

ABONNEMENTS
Dans tous les bureaux de Presse
Paris 10 fr. 50
Département 12 fr. 50
Etranger 15 fr. 50
Union postale 16 fr. 50

L'INTERNATIONALE CONTRE LA GUERRE

Les délégués socialistes des grandes puissances européennes réunis à Bruxelles, décident de tenir à Paris, le 9 août prochain, le Congrès qui devait avoir lieu à Vienne.

UN MEETING MONSTRE EST TENU A BRUXELLES

L'Action

Bruxelles, 29 juillet.

Il est vrai, comme on le télégraphie au Temps de Saint-Petersbourg, que l'Autriche a donné à la Russie l'assurance qu'elle ne porterait pas atteinte à l'intégrité de la Serbie, cette assurance permettrait à la Russie de ne pas se jeter précipitamment dans le conflit. C'est le signe aussi de l'inquiétude que commence à ressentir l'Autriche devant les conséquences formidables de son action. En tout cas, un délai est par là ménagé à l'Europe et au monde.

Les forces de paix pourront donc s'exercer. Le devoir redouble pour nous tous d'utiliser ces jours ou ces heures de répit pour dénoncer le crime, pour affirmer et organiser la solidarité des prolétaires de tous pays contre l'abominable menace.

De l'échange de vues et de renseignements qui vient de se produire au Bureau international, il résulte que partout les socialistes ont la conscience de leur devoir. Les vigoureuses démonstrations des socialistes allemands sont une magnifique réponse à ceux qui dénoncent l'inertie prétendue de nos camarades. Qu'en disent les nationalistes et réactionnaires de France et n'auront-ils pas honte enfin de leur stupide et perfide refrain ?

C'est avec une grande force de volonté et d'espérance que le socialisme international se réunira le 9 août à Paris. Je suis sûr que Vaillant, Guesde et moi, en acceptant, comme délégués du Parti à Bruxelles, la responsabilité pour la France socialiste d'organiser le Congrès international, nous avons répondu au sentiment de tous nos camarades. Peu de jours nous restent pour nous préparer, mais le zèle de tous suppléera au temps qui fait défaut ; nous voulons ouvrir le Congrès par une magnifique manifestation populaire où, par centaines de mille, les travailleurs de Paris acclameront le paix.

JEAN JAURES

Le bureau socialiste international

A TENU hier deux réunions

Bruxelles, 29 juillet. (Par téléphone, de notre envoyé spécial.) — La réunion du Bureau socialiste international, convoqué par télégramme, a réuni hier, dans la nouvelle et luxueuse annexe de la Maison du Peuple de Bruxelles, les représentants des Partis socialistes de toute l'Europe. C'était pour l'Allemagne Haase, président du Comité directeur, et Rosa Luxemburg ; pour l'Autriche, Victor Adler ; pour la Belgique, Vaillant, Guesde, Semlitz et Jean Longuet ; pour l'Italie, Morgani et pour la Russie, Axelrod, Roubanovitch, Winter et Brasin ; pour l'Angleterre, Keir Hardie, Irving et Bruce Glasier ; pour la Hollande, Vanderelde, Anseel et Berthoud ; pour la Hollande, Troelstra ; pour la Danemark, Stauning ; pour la Suisse, Grimm et Karl Moor ; pour l'Espagne, Fabra Ribas et Carreras ; pour la Pologne, Walecki.

Le Bureau a tenu deux réunions importantes qui se sont prolongées depuis dix heures du matin jusqu'à huit heures du soir. Il a examiné d'une manière approfondie la situation internationale et les derniers événements de la guerre. Il a décidé de tenir des réunions de rapport des délégués de tous les pays où la guerre sévit ou menace de sévir.

A l'unanimité, le Bureau a décidé de ne pas ajourner le Congrès qui aurait dû se tenir à Vienne le 29 août, mais au contraire d'en rapprocher la date. Sur la proposition des délégués allemands, et avec la vive adhésion des délégués français, il a été décidé de réunir le Congrès international à Paris, le 9 août, de maintenir l'ordre du jour précédemment fixé pour le Congrès de Vienne et de mettre à l'ordre du jour la question suivante : « La guerre et le prolétariat. »

Le grand Meeting de Bruxelles

Un important discours de Haase, député au Reichstag

Bruxelles, 29 juillet. (Par téléphone, de notre correspondant particulier.) — Un meeting monstre a eu lieu ce soir à Bruxelles. Le meeting était convoqué pour huit heures du soir. Dès sept heures, la vaste salle du Cirque qui contenait cinq mille places assises, était bondée. La police fait fermer les portes tant la foule est énorme. Au dehors, stationnent plus de dix mille personnes.

Les délégués au Bureau international qui ont siégé jusqu'à huit heures, se font attendre. La foule entonne l'Internationale et d'autres chants socialistes. A 8 h. 20 arrivent les premiers orateurs salués par des acclamations étonnantes.

A 8 h. 30, Vanderelde ouvre le meeting.

Un Défi

LA CLASSE OUVRIERE

Le gouvernement interdit le meeting organisé par la C.G.T.

UNE DEMARCHE DES ELUS SOCIALISTES

LA PROTESTATION CONFEDERALE

Nous ne comprenons en rien la décision qui vient de prendre le gouvernement au sujet des manifestations que le monde du travail préparait contre la guerre.

Un meeting était organisé, hier soir, par la C. G. T., des réunions organisées par le Parti socialiste allaient avoir lieu demain et les jours suivants, quand un ukase gouvernemental, publié par le Temps, nous apprend qu'il n'a pas paru possible au gouvernement, dans les circonstances actuelles, de tolérer une réunion où, si on s'en réfère à la convocation, les orateurs devaient traiter des moyens d'entraver la mobilisation.

Nous ne pouvons croire que le gouvernement ait persisté dans cette attitude. M. Viviani sait bien, et mieux que personne, que les manifestations, organisées par les socialistes, n'ont qu'une pensée : celle de manifester en faveur de la paix. Et ce sera une chose assez curieuse de voir qu'en France — où existe un régime républicain et démocratique — il ne sera pas possible au peuple de manifester avec autant de liberté que le peuple de Berlin le fait.

Que le ministère croie à la nécessité d'empêcher toute manifestation dans la rue, sous le prétexte de crainte d'événements, nous ne le contestons pas, mais nous ne pouvons que constater que le gouvernement ne connaît pas plus le peuple qu'ils ne l'apprennent.

Mais interdire des réunions dans des lieux clos, dans des salles particulières, empêcher la classe ouvrière de protester contre le hideux fléau que serait la guerre ! Lui enlever cette liberté au moment même où il serait nécessaire, dans l'intérêt de la paix mondiale, que l'on sache dans toutes les capitales de l'Europe que le Paris ouvrier et laborieux est résolu à tout pour la paix ; c'est de la pure folie !

Et c'est surtout le plus sûr moyen de susciter le trouble et de provoquer de l'agitation dans la capitale.

Nous, venons à la fois le ministère persistera à interdire dans la malencontreuse technique qu'il vient d'adopter, comme par hasard, après la rentrée de MM. Viviani et Poincaré.

L'interdiction d'un Meeting de la C.G.T.

CONTRE LA GUERRE

Le gouvernement a communiqué, hier après-midi, la note suivante :

Le gouvernement a décidé d'interdire le meeting organisé par la C.G.T. et qui devait avoir lieu ce soir salle Wagram. Il ne lui a pas paru possible, dans les circonstances actuelles, de tolérer une réunion où, si on s'en réfère à la convocation, les orateurs devaient traiter des moyens d'entraver la mobilisation.

Le gouvernement applique tous ses efforts à poursuivre, dans l'intérêt de la paix générale, la fin du conflit, et il compte sur le patriotisme de tous pour comprendre que jamais l'unité nationale, qui est toujours admirablement affirmée, ne doit être plus compromise.

LA PROTESTATION CONFEDERALE

Aussitôt informées, la C. G. T. et l'Union des syndicats ont rédigé la protestation suivante :

A la dernière minute, alors que nous pouvions compter sur une liberté complète de réunion, nous apprenions hier que le gouvernement interdisait nos meetings qui devaient se tenir salle Wagram.

Que craint-il ? A-t-il peur de nos démonstrations pacifiques ? Cependant ses déclarations d'adhésion à la proposition louable de médiation formulée par l'Angleterre nous autorisaient à croire que seraient tolérées nos manifestations, qui ne pouvaient que renforcer la cause de la paix.

Ce soir, le peuple ouvrier aurait clamé son opposition à toute guerre, affirmé son inébranlable attachement à la cause de l'humanité. Il aurait déclaré qu'à cette heure grave, toute préoccupation autre que celle d'éviter la plus formidable des conflagrations guerrières devait être écartée.

Qu'en face du péril, les partisans de la paix avaient le devoir de faire taire leurs dissensions pour opposer un bloc plus compact au danger guerrier.

Il aurait adressé aux travailleurs de tous les pays en général, et en particulier à ceux d'Allemagne, d'Italie, d'Autriche-Hongrie, de Russie et de Serbie, un appel fraternel pour que toutes les forces patriotiques fussent par-dessus les frontières pour passer d'un même poids sur les décisions des gouvernements responsables.

Il aurait indiqué que le devoir des grandes puissances européennes est de s'opposer par la médiation à l'extension du conflit austro-serbe, ou, en dernier ressort, à le localiser pour éviter un plus grand carnage.

Le gouvernement ne l'a pas voulu. C'est une raison de plus pour que nous redoublions de vigilance.

Les chances suprêmes de paix internationale sont entre les mains de la classe ouvrière.

Nous avons confiance que toutes les organisations confédérées sauront être à la hauteur de la situation.

Que dans tout le pays la protestation antiguerriste s'intensifie. Que les clameurs en faveur de la paix se fassent plus véhémentes, là où le salut.

Pas de panique ! de l'énergie et du sang froid !

LA C. G. T. ET L'UNION DES SYNDICATS DE LA SEINE

VOIR, EN 2e PAGE, LA DEMARCHE DES ELUS SOCIALISTES

LES EFFORTS DE LA DIPLOMATIE TENDENT A AMENER

LA RUSSIE ET L'AUTRICHE A UN ECHANGE DE VUES

Les troupes autrichiennes bombardent Belgrade

Vienne, 29 juillet. — Aujourd'hui a eu lieu entre les ambassadeurs des cinq puissances, France, Russie, Angleterre, Allemagne et Italie un très actif échange de vues.

On admet ce soir, que la déclaration de guerre faite hier, après que le comte Berchtold eut eu connaissance de la proposition de sir Edward Grey, enleva à cette dernière presque toute chance de succès.

Les efforts actuels de la diplomatie tendent à amener un échange de vues direct entre Saint-Petersbourg et Vienne, au sujet du conflit austro-serbe.

La Russie ne serait pas opposée à un tel échange de vues. Par contre, le cabinet de Vienne, qui considère, aujourd'hui comme hier, le conflit austro-serbe comme une affaire qui n'intéresse que l'Autriche-Hongrie et la Serbie, refuserait d'y adhérer. On demanderait donc incessamment à l'Allemagne d'user de toute son influence pour dissuader l'Autriche d'insister sur le principe de négociations directes entre Saint-Petersbourg et Vienne.

Le projet de réunion internationale à Vienne

Londres, 29 juillet. — Dans les milieux diplomatiques étrangers et anglais on considère la situation comme très grave, mais non point comme irrémédiablement compromise.

Les conversations que M. Sazonoff avait engagées avec l'Autriche ont pris fin, puis, que l'Autriche a déclaré la guerre à la Serbie, mais si, de ce côté, les moyens sont pour le moment épuisés, les chancelleries elles, vont maintenant tenter de reprendre sous une autre forme les propositions de sir Edward Grey et d'éclaircir l'horizon.

Cette intervention diplomatique pourrait aboutir à une réunion qui, le cas échéant, aurait lieu dans une capitale, qui pourrait même être Vienne.

BELGRADE BOMBARDE

Saint-Petersbourg, 29 juillet. — Une dépêche de Belgrade annonce que la ville est bombardée et qu'on a fait sauter le pont sur le Danube.

Budapest, 29 juillet. — (Télégramme visé par la censure.) — On annonce que, la nuit dernière, les Serbes ont essayé de faire sauter le pont reliant Belgrade à Semlin. Quatre monitors autrichiens ont alors commencé à bombarder la citadelle de Belgrade.

La ville a été épargnée jusqu'ici. Les troupes serbes ont répondu au feu des monitors autrichiens qui n'ont éprouvé aucune perte.

Le pont est endommagé au point que les troupes peuvent encore le traverser, mais les trains ne le peuvent plus.

Belgrade serait respecté

L'agence l'Information publie la note suivante, qui est en contradiction avec la dépêche de l'Havas que nous publions ci-dessus :

Saint-Petersbourg, 29 juillet. — Vers midi et demi, le gouvernement russe a été informé officiellement que l'Autriche respecterait l'intégrité du territoire serbe et qu'elle désire même s'abstenir d'occuper Belgrade.

Les Serbes font sauter le pont de Semlin

Vienne, 29 juillet. — Les Serbes ont fait sauter ce matin à 1 h. 30, le pont qui relie Semlin à Belgrade. L'infanterie et l'artillerie autrichiennes ont ensuite tiré en même temps que les monitors du Danube sur les positions serbes situées au-delà du pont. Les Serbes se sont retirés après un combat de courte durée.

Les portes des Autrichiens sont tout à fait insignifiantes.

Un petit détachement du génie a réussi hier, avec l'aide de douaniers, à s'emparer de deux bateaux à vapeur serbes qui étaient chargés de munitions et de mines. Après une lutte courte mais violente, les soldats du génie et les douaniers se sont rendus maîtres de l'équipage du bateau serbe qui leur était supérieur en nombre. Ils ont saisi le bâtiment et la dangereuse.

Après la réunion, un grand nombre de journalistes se sont rendus dans la ville et l'avenue Unter den Linden fut le point de rendez-vous. Il y avait là une foule immense qui pouvait évaluer à 40.000 personnes qui entendaient des rétroscènes des interruptions par les cris.

A bas la guerre ! crier la foule. Les cris des cafés qui bordent l'avenue, les rétroscènes, quelques associations dans les tribunes, les cris des journalistes, ont été repris par une foule immense. Les cris de « Vive la République ! » ont été entendus. On a vu des drapeaux tricolores et des drapeaux rouges.

A bas toutes les vaines belléances ! Vive la fraternité internationale des peuples !

Après la réunion, un grand nombre de journalistes se sont rendus dans la ville et l'avenue Unter den Linden fut le point de rendez-vous. Il y avait là une foule immense qui pouvait évaluer à 40.000 personnes qui entendaient des rétroscènes des interruptions par les cris.

A bas la guerre ! crier la foule. Les cris des cafés qui bordent l'avenue, les rétroscènes, quelques associations dans les tribunes, les cris des journalistes, ont été repris par une foule immense. Les cris de « Vive la République ! » ont été entendus. On a vu des drapeaux tricolores et des drapeaux rouges.

A bas toutes les vaines belléances ! Vive la fraternité internationale des peuples !

Après la réunion, un grand nombre de journalistes se sont rendus dans la ville et l'avenue Unter den Linden fut le point de rendez-vous. Il y avait là une foule immense qui pouvait évaluer à 40.000 personnes qui entendaient des rétroscènes des interruptions par les cris.

A bas la guerre ! crier la foule. Les cris des cafés qui bordent l'avenue, les rétroscènes, quelques associations dans les tribunes, les cris des journalistes, ont été repris par une foule immense. Les cris de « Vive la République ! » ont été entendus. On a vu des drapeaux tricolores et des drapeaux rouges.

A bas toutes les vaines belléances ! Vive la fraternité internationale des peuples !

Après la réunion, un grand nombre de journalistes se sont rendus dans la ville et l'avenue Unter den Linden fut le point de rendez-vous. Il y avait là une foule immense qui pouvait évaluer à 40.000 personnes qui entendaient des rétroscènes des interruptions par les cris.

A bas la guerre ! crier la foule. Les cris des cafés qui bordent l'avenue, les rétroscènes, quelques associations dans les tribunes, les cris des journalistes, ont été repris par une foule immense. Les cris de « Vive la République ! » ont été entendus. On a vu des drapeaux tricolores et des drapeaux rouges.

A bas toutes les vaines belléances ! Vive la fraternité internationale des peuples !

Après la réunion, un grand nombre de journalistes se sont rendus dans la ville et l'avenue Unter den Linden fut le point de rendez-vous. Il y avait là une foule immense qui pouvait évaluer à 40.000 personnes qui entendaient des rétroscènes des interruptions par les cris.

A bas la guerre ! crier la foule. Les cris des cafés qui bordent l'avenue, les rétroscènes, quelques associations dans les tribunes, les cris des journalistes, ont été repris par une foule immense. Les cris de « Vive la République ! » ont été entendus. On a vu des drapeaux tricolores et des drapeaux rouges.



L'EMPEREUR FRANCOIS-JOSEPH

casarion qui ont été amenés par deux bateaux à vapeur du Danube.

Antivari serait bloqué

Londres, 29 juillet. — On mande de Durazzo au Times que d'après des nouvelles de source autrichienne, les Autrichiens auraient établi le blocus devant Antivari.

La concentration serbe

La circulation des trains sur la ligne de Belgrade-Salonique va être interrompue. La Militärische Rundschau de Vienne déclare que l'armée serbe est concentrée entre Kragujevatz, Kraljevo et Krufjevatz.

Le général Pavlovitch a pris le commandement de l'état-major général.

Des détachements importants de troupes serbes sont concentrés le long de la Drina, près de Valjevo et Zitiche.

Belgrade a été, comme on le sait, évacuée. Des drapeaux blancs flottent sur les maisons habitées par les étrangers.

Une division serbe nouvellement formée dans le sandjak de Novi-Bazar s'avance vers Pribor, et des forces serbes importantes seraient réunies près de la rivière Tima, qui forme la frontière.

Les troupes monténégrines, près de Plevlje, sont en contact étroit avec les troupes serbes près de Pribor. Une concentration des troupes monténégrines a lieu près de Grahovo et Njégash.

Le Manifeste de François-Joseph à ses peuples

L'empereur François-Joseph vient de faire publier un manifeste à ses peuples. Ce document est daté d'Ischl, le 28 juillet.

Le souverain commence (naturellement) par affirmer son ardent amour de la paix.

Mais la Providence, dit-il, n'a pas permis que la paix puisse être maintenue. La faute en est aux agissements de la Serbie.

Les agissements d'un adversaire plein de haine m'obligent, pour défendre l'honneur de ma monarchie, pour protéger son autorité, à prendre en main le glaive après de longues années de paix.

La Serbie est une nation ingrate et perfide qui, déjà il y a quelques années, a aggrégé dans la voie de l'hostilité contre l'Autriche. Et le manifeste rappelle qu'en 1909, l'annexion de la Bosnie souleva dans le royaume de Serbie — dont cependant les droits n'étaient violés en aucune façon — une explosion de passion immense et une haine des plus profondes.

L'Autriche a montré indulgence et a essayé de la Serbie à que l'abaissement de la Serbie se fasse sans la perte de sa dignité et la promesse qu'elle alla s'efforcer de la voie de la paix et de l'humanité.

Antérieurement à cette déclaration, mon gouvernement, lorsque il y a deux ans, la Serbie était en lutte avec l'empire turc, se borna à garantir les conditions vitales les plus importantes de la monarchie.

Grâce à cette attitude, la Serbie a pu atteindre le but qu'elle poursuivait par la guerre.

L'empire que le royaume de Serbie saurait reconnaître la longanimité et l'amour de la paix de mon gouvernement en tenant sa promesse ne s'est pas réalisé. La haine comme moi et ma maison devint de plus en plus forte. La tendance de la Serbie à vouloir détacher par la violence des territoires qui ne sauraient être séparés de l'Autriche-Hongrie s'est accrue de plus en plus.

Mon gouvernement a entrepris en vain, par des tentatives pacifiques, la Serbie à changer de politique ; mais elle a répondu les revendications modernes de son gouvernement et a refusé de faire son devoir.

De me voir obligé de me créer par la force des armées, les garanties indispensables pour doivent assurer à mon Etat le calme à l'intérieur et la paix permanente à l'extérieur.

Le plan de campagne de l'Autriche

Voici, d'après le Times, le plan de campagne adopté par l'Autriche :

Le plan de campagne prévoit une évacuation par les Serbes de la région de Belgrade et une concentration entre Kragujevatz, Kraljevo et Njégash.

Contre cette portion centrale, les Autrichiens ont organisé probablement une attaque enveloppante, les armées étant soutenues par la cavalerie. L'armée autrichienne fera reconnaître les emplacements de l'ennemi au moyen des dirigibles et des avions dont l'Autriche-Hongrie a un nombre respectable. L'armée de droite s'avancera probablement de Sarajevo d'Uvatz vers l'est, l'armée du centre de Semlin au sud-est et l'armée de gauche remontera la vallée de la Marava. Si les Serbes font sauter le pont de Semlin, la gauche qui s'est retirée, car ayant que les armées commencent leur marche en avant, leurs communications doivent être assurées.

100.000 BERLINOIS ONT MANIFESTE CONTRE LA GUERRE

Berlin, 29 juillet. (Par téléphone, de notre correspondant particulier.) — On tendait ici, avec une impatience inquiète, les nouvelles sur l'attitude que prendrait la Russie en réponse à la déclaration de guerre de l'Autriche, et l'on est véritablement soulagé de constater qu'elle ne pas provoqué de ces actes belliqueux. Dans les milieux dirigeants, même, on envisage la situation avec optimisme et on attribue une portée favorable à l'échange de télégrammes entre l'empereur d'Autriche et le tsar Nicolas.

Il est certain que le caractère des efforts de sauvegarde la paix a été marqué avec des moyens dont l'importance est sans doute discutable. Dans le Parti socialiste on en est fermement convaincu.

Mais on aurait tort de se cacher que les efforts de sauvegarde la paix ont été grandement facilités par le fait que les grandes difficultés, au-delà de la campagne qui, dans la guerre, les armées, à braver la confiance dont il jouit auprès du souverain, il n'y a eu que quelques jours de service de but. C'est ainsi qu'il a été évité d'une indigestion courante, la crainte des socialistes. C'est l'arrivée à Berlin des socialistes et la proclamation de l'état de siège qu'elle réclamait.

On sent bien que les admirables manifestations pacifiques organisées hier par les socialistes prouvent les forces nationales. A Berlin même, il y avait 29 meetings auxquels assistèrent plus de cent mille citoyens en faveur de la paix. Dans toutes les réunions on vota à l'unanimité le même ordre du jour, dont voici la conclusion :

Les ouvriers allemands comme les ouvriers français ont en ce moment le devoir d'aider leur gouvernement pour empêcher la guerre et de convaincre l'Autriche et la Russie.

A bas toutes les vaines belléances ! Vive la fraternité internationale des peuples !

Après la réunion, un grand nombre de journalistes se sont rendus dans la ville et l'avenue Unter den Linden fut le point de rendez-vous. Il y avait là une foule immense qui pouvait évaluer à 40.000 personnes qui entendaient des rétroscènes des interruptions par les cris.

A bas la guerre ! crier la foule. Les cris des cafés qui bordent l'avenue, les rétroscènes, quelques associations dans les tribunes, les cris des journalistes, ont été repris par une foule immense. Les cris de « Vive la République ! » ont été entendus. On a vu des drapeaux tricolores et des drapeaux rouges.

A bas toutes les vaines belléances ! Vive la fraternité internationale des peuples !

Après la réunion, un grand nombre de journalistes se sont rendus dans la ville et l'avenue Unter den Linden fut le point de rendez-vous. Il y avait là une foule immense qui pouvait évaluer à 40.000 personnes qui entendaient des rétroscènes des interruptions par les cris.

A bas la guerre ! crier la foule. Les cris des cafés qui bordent l'avenue, les rétroscènes, quelques associations dans les tribunes, les cris des journalistes, ont été repris par une foule immense. Les cris de « Vive la République ! » ont été entendus. On a vu des drapeaux tricolores et des drapeaux rouges.

A bas toutes les vaines belléances ! Vive la fraternité internationale des peuples !

Après la réunion, un grand nombre de journalistes se sont rendus dans la ville et l'avenue Unter den Linden fut le point de rendez-vous. Il y avait là une foule immense qui pouvait évaluer à 40.000 personnes qui entendaient des rétroscènes des interruptions par les cris.

A bas la guerre ! crier la foule. Les cris des cafés qui bordent l'avenue, les rétroscènes, quelques associations dans les tribunes, les cris des journalistes, ont été repris par une foule immense. Les cris de « Vive la République ! » ont été entendus. On a vu des drapeaux tricolores et des drapeaux rouges.

A bas toutes les vaines belléances ! Vive la fraternité internationale des peuples !

Après la réunion, un grand nombre de journalistes se sont rendus dans la ville et l'avenue Unter den Linden fut le point de rendez-vous. Il y avait là une foule immense qui pouvait évaluer à 40.000 personnes qui entendaient des rétroscènes des interruptions par les cris.

A bas la guerre ! crier la foule. Les cris des cafés qui bordent l'avenue, les rétroscènes, quelques associations dans les tribunes, les cris des journalistes, ont été repris par une foule immense. Les cris de « Vive la République ! » ont été entendus. On a vu des drapeaux tricolores et des drapeaux rouges.

A bas toutes les vaines belléances ! Vive la fraternité internationale des peuples !

Après la réunion, un grand nombre de journalistes se sont rendus dans la ville et l'avenue Unter den Linden fut le point de rendez-vous. Il y avait là une foule immense qui pouvait évaluer à 40.000 personnes qui entendaient des rétroscènes des interruptions par les cris.

A bas la guerre ! crier la foule. Les cris des cafés qui bordent l'avenue, les rétroscènes, quelques associations dans les tribunes, les cris des journalistes, ont été repris par une foule immense. Les cris de « Vive la République ! » ont été entendus. On a vu des drapeaux tricolores et des drapeaux rouges.

A bas toutes les vaines belléances ! Vive la fraternité internationale des peuples !

Après la réunion, un grand nombre de journalistes se sont rendus dans la ville et l'avenue Unter den Linden fut le point de rendez-vous. Il y avait là une foule immense qui pouvait évaluer à 40.000 personnes qui entendaient des rétroscènes des interruptions par les cris.

NOUVELLES INTERNATIONALES • DERNIERE HEURE

L'ACTION MILITAIRE AUTRICHIENNE ne DONNE LIEU A AUCUN FAIT SAILLANT

LE COMTE BERCHTOLD refuse DE SUSPENDRE LES HOSTILITÉS

Vienne, 29 juillet. — Des journaux rapportant de source bien informée que le comte Berchtold a fait à l'ambassadeur d'Angleterre, M. de Bunsen, les déclarations suivantes :

Le gouvernement austro-hongrois est très reconnaissant de l'offre de médiation de sir Edward Grey et apprécie pleinement les bonnes intentions du gouvernement anglais. Une solution pacifique du conflit avec la Serbie n'est cependant plus possible, car la déclaration de guerre à la Serbie est déjà signée.

La conférence de l'ambassadeur de Russie, M. Schébeko, avec le comte Berchtold n'avait pour but que d'obtenir certains renseignements.

Jusqu'ici il ne s'est produit ni une intervention ni une démarche diplomatique personnelle de la part de la Russie.

Les bruits suivant lesquels la Russie ferait une déclaration de neutralité dans la guerre entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie si l'Autriche-Hongrie s'engageait à ne viser à aucune conquête de territoire, sont, comme le fait ressortir la *Neue Wiener Tagblatt* dénués de raison, puisque l'Autriche-Hongrie a déclaré expressément à plusieurs reprises qu'elle ne cherche aucun agrandissement de territoire.

Berlin, 28 juillet. — Les journaux publient une dépêche de Vienne annonçant que l'ambassadeur russe, M. Schébeko, a eu hier après-midi une entrevue de deux heures avec le comte Berchtold. Il a demandé la suspension momentanée des hostilités.

Le comte Berchtold a refusé d'accéder à cette demande.

L'Autriche en avait assez

Prague, 29 juillet. — A toutes les raisons politiques que l'on a données de la déclaration de guerre il convient d'ajouter celles qui sont données en Autriche dans le monde des affaires.

Il faut en finir, entend-on dire non seulement dans les milieux militaires, mais encore dans le monde des affaires qui, ordinairement est pacifique par nature.

Notre intérêt est d'appeler aux armes pour mettre un terme à cette situation qui dure depuis deux ans et qui est pour notre crédit public et privé la plus rude des épreuves.

Il faut de pouvoirs ni démobiliser ni soutenir longtemps au point de vue financier une nouvelle mobilisation.

Il faut que la Serbie — sans parler d'autres motifs de politique ou de prestige — cesse d'être une continuelle cause de pertes pour l'Autriche financière et économique.

En Hongrie, pays agricole, on aurait préféré que la solution militaire fût différée, à cause des moissons ; mais en principe il n'y a à Budapest, comme à Vienne qu'une seule voix : solution par les armes.

Arrestation en masse des Serbes d'Autriche-Hongrie

On mande de Belgrade :

Les informations qui parviennent ici signalent l'arrestation en masse en Autriche-Hongrie des sujets serbes de la monarchie.

Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ont été emprisonnés à Semlin, Karlovitz, Novi-Sad, Rouma, etc.

On a arrêté à Zama MM. Cingra, maire de Raguse, et Pugliesi, adjoint.

On a également mis en état d'arrestation le maire de Laibach et Mgr Miklas, évêque catholique de Raguse. De nombreuses arrestations d'ouvriers slaves ont eu lieu à Salzbourg.

Arrestation du maire de Raguse

Vienne, 29 juillet. — Les journaux annoncent l'arrestation, sur un navire du Lloyd, du bourgmestre de Raguse, qui revenait de voyage. Le motif de l'arrestation n'est pas indiqué.

La situation économique

Vienne, 29 juillet. — La Chambre de la Bourse a décidé aujourd'hui de suspendre les opérations de Bourse jusqu'à nouvel ordre.

Vienne, 29 juillet. — La première caisse d'épargne autrichienne annonce que le nombre des remboursements s'est élevé aujourd'hui à 3.500 couronnes constituant la somme totale de 2 millions 1/2 de couronnes.

Le nombre des dépôts a été de 500, s'élevant en tout à la somme de 1 million 1/2 de couronnes. Ces chiffres sont inférieurs aux chiffres habituels des échéances de mai et de novembre.

La presse autrichienne doute du succès d'une médiation

Vienne, 29 juillet. — Les actes diplomatiques sont aujourd'hui dépeçés, dit la *Zeit*. Les négociations diplomatiques sont rompues, les Serbes ont commencé à tirer et la guerre sera bientôt en pleine action.

L'*Arbeiter Zeitung*, cependant, ne comprend pas pourquoi la Serbie qui a accepté la majeure partie des exigences de l'Autriche-Hongrie n'a pas accepté les autres. Pourquoi la Serbie, qui semblait réellement disposée à admettre les exigences de l'Autriche-Hongrie, a-t-elle changé d'avis au dernier moment ? Sans doute, sous l'influence de la Russie.

Le langage des journaux ne change guère. Il s'agit toujours pour l'Autriche-Hongrie d'une œuvre qu'il faut terminer rapidement ; donc aucune intervention ne sera admise. En réalité, aucune intervention n'a été tentée jusqu'ici. Les ambassadeurs accrédités à Vienne, prisonniers des instructions de leurs gouvernements, ou plutôt du manque d'instructions de leurs gouvernements, échantillent des vives, se lèvent, mais sont paralysés dans leur action.

LA JEUNESSE D'UNE OUVRIERE

par A. POPP. Préface de Bredl.
En vente à la Librairie du Parti socialiste, l'*Humanité*, 142, rue Montmartre. L'exemplaire franco, 2 fr. 50.

LA RUSSIE ADHÈRE au PROJET DE MÉDIATION

Londres, 29 juillet. — Le gouvernement russe a confirmé au gouvernement anglais que les négociations directes avec l'Autriche n'ayant pas abouti et ne pouvant manifestement aboutir, il adhère sans réserve à la proposition initiale de sir Edward Grey, c'est-à-dire une intervention des quatre puissances.

Aucun changement dans l'attitude de l'Allemagne. Elle proteste de son désir de voir la médiation des puissances réussir, mais semble très peu disposée à intervenir personnellement et effectivement à Vienne.

La Russie mobilisée partiellement

Saint-Petersbourg, 29 juillet. — On confirme qu'une mobilisation partielle de l'armée russe a été ordonnée dans le sud et le sud-ouest. Les corps mobilisés sont ceux de Kiev, Odessa, Khar'kov et Moscou.

Aucun ordre de mobilisation n'a été donné relativement aux troupes stationnées vers la frontière russo-allemande. La mobilisation affecte exclusivement les territoires avoisinant la frontière autrichienne.

(Cela n'implique nullement, télégraphie-t-on de Londres à ce sujet, une rupture des rapports entre l'Autriche et la Russie, et on espère toujours avec confiance que quelque puissance européenne réussira à amener une entente entre ces deux Etats.)

Elle mobiliserait complètement si l'Autriche occupait la Serbie

Londres, 29 juillet. — Le *Daily News*, reçoit de son correspondant à Saint-Petersbourg cette dépêche :

M. Nelidoff, sous-secrétaire d'Etat, m'a informé que, si l'Allemagne continue à insister pour qu'on laisse faire l'Autriche, la situation deviendra extrêmement grave, puisque la Russie refusait absolument de laisser écouler la Serbie et qu'en outre, si l'Autriche occupait le territoire serbe, la Russie ordonnerait une mobilisation générale ; la guerre éclaterait alors, à moins que l'Autriche n'évacue la Serbie immédiatement.

M. Sazonoff confère avec le tsar

Saint-Petersbourg, 29 juillet. — Après avoir conféré avec les ambassadeurs des grandes puissances, M. Sazonoff, ministre des affaires étrangères, vient de partir pour Peterhof afin de mettre le tsar au courant de ces divers entretiens.

On a renforcé les cordons de troupes placés aux abords des hôtels des ambassadeurs afin de prévenir toute manifestation.

Manifestations slavistes en Russie

Saint-Petersbourg, 29 juillet. — La nouvelle de la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie, connue au commencement de la soirée, a donné lieu, sur plusieurs points du centre de la ville, à des démonstrations patriotiques, et notamment devant la légation de Serbie.

Quelques dans les dernières vingt-quatre heures ont été conservés des manifestes dans les cercles officiels ou ne manifeste pas, à proprement parler, de surprise. D'autant plus que la journée s'était écoulée avec des alternatives d'optimisme et de craintes. Nulle part, on ne cache la préoccupation que l'on ressent, sans se départir toutefois d'un grand calme et du désir de ne pas abandonner la Serbie.

La presse russe

Saint-Petersbourg, 29 juillet. — Les journaux accueillent sans émotion la nouvelle de la déclaration de guerre adressée par l'Autriche-Hongrie à la Serbie. Ils estiment qu'il n'y a pas lieu de craindre des hostilités immédiates, et qu'en outre, les tentatives de médiation peuvent aboutir.

C'est toujours de l'Allemagne qu'ils attendent la parole décisive. Quant à l'attitude de la Russie, c'est avec la même énergie qu'ils affirment la complète solidarité du pays avec la Serbie.

Le *Novosti Vremia* assure encore que la Russie fera tous ses efforts pour rejeter les prétentions injustes, et qu'elle ne craint pas une lutte sanglante, de quelque côté qu'elle vienne.

Le *Courrier de la Bourse* fait appel à la paix intérieure pour faire face au danger extérieur. Un dernier espoir nous reste, c'est la fermeté de la Russie, de la France et de l'Angleterre et le bon sens des gouvernements allemands.

Quelles que soient les circonstances, cette fermeté ne nous trahira pas. Quant à l'Allemagne, nous ne voulons pas croire aveuglément que la politique puisse la dominer.

Toute la Serbie en état de siège

Salonique, 29 juillet. — La mobilisation générale de la Vieille-Serbie se termine aujourd'hui ; celle de la Nouvelle-Serbie commence.

Toute la Serbie est en état de siège. La division de Monastir a été transférée à Isth pour garder la frontière. Le prince Alexandre est arrivé hier à Uskub.

La Skoupchtina (Chambre des députés) n'a pas pu se réunir ce matin par suite du manque de quorum.

Elle est résolue à lutter à outrance

Belgrade, 29 juillet. — La concentration de l'armée serbe se poursuit activement. Elle sera incessamment terminée. La Serbie compte encore sur l'intervention de la Triple-Entente. Si elle ne se produisait pas, la Serbie est résolue à défendre son indépendance à outrance.

Les bateaux serbes relâchés

Belgrade, 29 juillet. — Sur la démarche faite auprès du cabinet de Vienne par la légation d'Allemagne à Belgrade, qui a fait remarquer au gouvernement austro-hongrois que la capture, avant toute déclaration de guerre, de bateaux serbes sur le Danube violait les règles du droit international, le gouvernement austro-hongrois a fait relâcher les deux bateaux danubiens qui avaient été capturés la veille par un torpilleur autrichien.

Le Gouvernement Allemand VEUT LA PAIX

La réaction lui reproche sa faiblesse
A propos des manifestations socialistes

Berlin, 29 juillet. — (Par téléphone, de notre correspondant particulier.) — On croit en général, ici, que l'Allemagne sera prête, aussitôt, que l'Autriche aura enregistré ses premières victoires, à prendre part à une action médiatrice des puissances. Et on ne suppose pas que le gouvernement soit décidé à soutenir jusqu'au bout toutes les revendications de l'Autriche.

Toute l'attention se porte, en réalité, sur un seul problème : les négociations ne trouveront-elles pas toutes une fin rapide par une intervention brusque de la Russie ? On espère ici que la France réussira à empêcher cette intervention, qui déchaînerait la guerre européenne. Et de toutes parts on fait ressortir l'impopularité d'un conflit qui mettrait aux prises l'Allemagne et la France.

La presse socialiste publie tous les jours des articles où elle demande une action concertée de l'Allemagne et de la France. La *Mäencheren Post* écrit :

La France et l'Allemagne veulent la paix ; mais, on veut les jeter l'une contre l'autre, parce que la Russie ordonne et que l'Autriche commande. Si nous en arrivons là, ce ne sont plus que les vaisseaux des barbares, au lieu d'être des Etats indépendants !

Cette attitude, qui est celle de toute la presse du Parti, répond exactement à l'état d'esprit des manifestations qui eurent lieu hier à Berlin. Ces manifestations sont d'ailleurs jugées avec une sympathie visible dans tous les milieux, non infondées au point militaire. Le *Berliner Tagblatt* déclare qu'elles ont produit une profonde impression et que toute la population est d'accord avec la volonté pacifique des manifestants.

Mais il semble bien aussi que les manifestations socialistes ne sont pas du tout désagréables au gouvernement. Elles constituent un heureux contre-poids en face des excès nationalistes. Et je puis même affirmer que les mesures de répression prises de-ci de-là par les organes subalternes de la police, sont désapprouvées par les autorités supérieures.

Le *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, organe semi-officiel du gouvernement, publie ce soir ce communiqué très significatif :

Le ton pacifique du communiqué officiel russe de mercredi a eu ici un très vif retentissement. Le gouvernement impérial partage le désir de voir maintenir les rapports pacifiques. Et il espère que le peuple allemand le soutiendra dans cette politique en continuant à observer son attitude calme et réservée.

Les manifestations organisées par notre Parti se sont succédé aujourd'hui dans tout l'Empire. Le nombre des manifestants peut être évalué à plus d'un demi-million. A Cologne, il y eut une rencontre violente avec la police.

La population est pourtant très calme. Il est même permis de dire que l'émotion des derniers jours a fait place à une certaine lassitude.

Le ministre allemand à Belgrade n'a pas été assassiné

La dépêche annonçant l'assassinat du ministre allemand à Belgrade, dépêche dont nous avons, en l'insérant, souligné l'inexactitude, était absolument fautive. Elle est démentie par la communication suivante :

Berlin, 29 juillet. — Le bruit a couru, cette nuit, à une heure tardive, que le ministre allemand à Belgrade avait été assassiné. Ce bruit ne reposait d'ailleurs que sur des nouvelles de source privée et n'était confirmé d'aucune source sérieuse.

Le *Reichstag* a persisté à le répandre, d'autant plus que l'heure tardive ne permettait pas d'obtenir un démenti des milieux officiels. A la dernière heure, le *Reichstag* a été éclairé, enfin, avoir été démenti. Une dépêche affirmant que le ministre n'avait nullement été assassiné et qu'il était tout simplement parti pour Nish.

Pas de plan avec l'Autriche

Berlin, 29 juillet. — Un journal étranger a écrit qu'il devenait maintenant clair qu'il existait un plan austro-allemand, dont les bases ont vraisemblablement été posées lors de l'entrevue de Konopischt, ou, si l'on s'est occupé de la politique mondiale.

On déclare ici que l'absurdité de cette idée d'un plan établi à Konopischt ressort du fait que la cause de la marche en avant de l'Autriche-Hongrie a été l'attentat de Sarajevo.

De même est complètement inventée l'information d'un autre journal étranger suivant laquelle l'empereur Guillaume ayant pris connaissance à son arrivée à Kiel, de la réponse serbe, aurait télégraphié à l'empereur François-Joseph : « Cela suffit ».

Mouvement de la flotte

Berlin, 29 juillet. — La flotte allemande est rentrée dans les ports d'Allemagne : celle de la mer du Nord, hier soir, à Wilhelmshaven, celle de la mer Baltique, ce matin, à Kiel.

Une conférence militaire austro-allemande

On nous écrit de Carlsbad, le 28 juillet : On assure qu'une conférence a eu lieu entre le général de Hoetzendorf, inspecteur en chef de l'armée autrichienne et le général de Moltke, inspecteur en chef de l'armée allemande, à Carlsbad, avant la remise de la note de l'Autriche-Hongrie à Belgrade. Le général de Hoetzendorf est arrivé en automobile à Carlsbad il y a trois jours et il a eu un entretien qui a duré près de deux heures avec le général de Moltke ; il est ensuite reparti immédiatement de Carlsbad tandis que le général de Moltke quitta Carlsbad, le jour où devait être donnée la réponse de Belgrade. Avant de quitter Carlsbad, le général de Moltke a dit : « La prochaine fois que nous nous reverrons, d'importants changements se seront produits ».

Le Danger est grave déclare M. Asquith

MAIS
nous nous efforçons de le circonscrire

Londres, 29 juillet. — (Par téléphone, de notre correspondant particulier.) — Naturellement la grande préoccupation à la Chambre des Communes, en dehors de tous les tracés qui peuvent assaillir les députés anglais, est fournie par la situation européenne, et M. Bonar Law n'a pas manqué de demander au premier ministre s'il avait une information quelconque à communiquer à la Chambre à propos de la crise austro-serbe.

M. Asquith répondit textuellement comme suit :

Ainsi que la Chambre le sait, une déclaration officielle de guerre a été faite, hier, à la Serbie par l'Autriche et la situation en ce moment est extrêmement grave. Je peux seulement dire que le gouvernement de Sa Majesté ne se relâche pas dans ses efforts pour essayer de faire tout ce qui est en son pouvoir pour circonscrire le champ d'un conflit possible.

M. Guinness demanda ensuite à le premier ministre possédait une information quelconque relative au mouvement révolutionnaire qui se serait élevé dans la Pologne russe.

M. Asquith répondit par la négative. Sept facilités se sont déclarées au Stock Exchange à la suite des rumeurs de guerre. Cette nouvelle a causé une grande perturbation parmi les parlementaires et M. Lloyd George a été prié par plusieurs membres de la Chambre des Communes de faire une déclaration à ce sujet. Ses paroles ont d'ailleurs été très brèves. Il a, en effet, répondu en ces termes :

J'ai été appelé en consultation par le directeur de la Banque d'Angleterre et j'ai appris qu'il n'y a rien dans la situation financière présente qui puisse rendre nécessaire des mesures particulièrement sévères.

La presse raffermi son langage

L'opinion de la presse reste la même que celle d'hier. On envisage l'état de l'Europe comme digne de l'attention la plus sérieuse de tous les amis de la paix. Mais alors qu'avant-hier les journaux semblaient tendre à conseiller au ministère de s'abstenir de toute intervention européenne, aujourd'hui comme hier ils ont l'air de dire que l'Angleterre ne pourrait pas rester insensible devant une conflagration.

Le *Evening News* déclarent pour conclure leur éditorial :

« Le fait que l'Angleterre souffre d'une querelle domestique très aiguë, certainement est une des causes qui ont occasionné l'état actuel déplorable des affaires européennes et le premier devoir de la Grande-Bretagne est de concilier tous ses désaccords afin qu'elle puisse élever sa voix en faveur de la paix avec pleine puissance. Le cri de tous les unionistes est toujours : « Pas de home rule sans élections générales ». Aujourd'hui ce cri meurt sur nos lèvres. En face du danger national actuel, une élection générale est franchement impossible et nous devons trouver une solution temporaire du problème qui se présente à nous. Nous ne pouvons pas demander au gouvernement de négliger le projet de loi du home rule, pas plus que nous ne pouvons demander aux unionistes d'oublier leur réclamation d'exclusion. Mais il y a un moyen terme. Et nous approuvons cordialement la suggestion du *Times* selon laquelle l'exclusion des six comtés, y compris Cermanagh et Tirone, serait acceptée, à la condition que la question tout entière serait rouvert à nouveau par la suite ».

DANS LES PAYS BALKANAIQUES

L'attitude de la Grèce

Athènes, 29 juillet. — M. Panas, ministre de Grèce à Constantinople, ayant pris connaissance d'une dépêche étrangère lui attribuant une déclaration suivant laquelle la Grèce serait tenue de fournir un contingent de cent mille hommes à la Serbie, dément catégoriquement cette information.

M. Panas n'a fait aucune déclaration ou allusion sur l'attitude ou les obligations de la Grèce envers la Serbie.

On mande de Constantinople à la *Morning Post* :

Dans les sphères indigènes, il n'est pas besoin de dire qu'il existe un sentiment de joie à demi voilé que la Serbie ait à payer chèrement les victoires remportées sur les Turcs en Macédoine, mais d'autres rappellent le « coup » de la Bosnie et sont moins enthousiastes.

Le *Tanin* déclare ce qui suit :

La Turquie ne manquera pas de suivre attentivement les événements et saura défendre, s'il est nécessaire, ses droits et ses intérêts.

Les sphères officielles ne cachent pas la gravité de la situation et les possibilités de complications. L'impression est que, si la guerre éclate, les complications sont presque inévitables et feront ouvrir toutes les questions qui n'ont été qu'imparfaitement réglées par le traité de Bucarest.

La Turquie et la crise

On mande de Constantinople à la *Morning Post* :

La circulation sur les grands boulevards était hier soir presque normale. Pas de bruit dans le va-et-vient incessant des promeneurs. Une impression de calme semblait avoir succédé à l'attente anxieuse de la veille.

Comme les jours précédents, un groupe compact, rassemblé sur le boulevard Poissonnière, devant les dévotions bruyantes du *Malin*, discutait paisiblement son conflit et ses répercussions.

Cette tranquillité ne semblait pas faire l'affaire d'une quinzaine de « mouches » qui renforçaient les agents en uniforme et qu'éclaircissaient l'occasion de se distinguer aux dépens des curieux indifférents. Ils l'ont trouvée vers onze heures, au passage de deux patibulaires ouvriers dont l'un a été, devant nous, touché avec rudesse et trappé d'un coup de poing dans le dos.

L'autre, un jeune homme malingre, qui venait de sortir de l'hôpital, a reçu une bourrade qui l'a jeté sur le trottoir. Et comme il se relevait en maugréant, un monsieur bien mis lui a fait cette remarque :

« Oui, c'est vrai, vous n'avez pas tort de vous plaindre ; mais aussi pourquoi diable venez-vous en casquette par ici ? Est-ce que le *Remington* est un des ouvriers coiffés d'une casquette ? »

On envisage l'éventualité d'une mobilisation des classes de 1909, 1908, 1907 jusqu'en 1900.

LE GOUVERNEMENT BELGE RAPPELLE TROIS CLASSES

Bruxelles, 29 juillet. (Par téléphone, de notre correspondant particulier.) — Une conférence ministérielle, tenue ce matin, a décidé de rappeler sous les armes les classes de 1912, 1911 et 1910. Ordre a été donné de mobiliser les forces de Liège et de Namur.

Le département de la guerre attend les nouvelles de France et d'Allemagne.

On envisage l'éventualité d'une mobilisation des classes de 1909, 1908, 1907 jusqu'en 1900.

mobilisaient, a décidé de surveiller au rap-pel des classes.

Précautions militaires
Bruxelles, 29 juillet. — Le Soir annonce que les forces de Liège et de Namur fonctionneront dès demain comme en temps de guerre.

Le service postal ne sera pas suspendu dimanche en vue de la transmission éventuelle des ordres de mobilisation. — (Havas.)

Les ports de la Meuse minés

Bruxelles, 29 juillet. (Par téléphone, de notre correspondant.) — Le génie est occupé en ce moment à forer des chambres de miné dans les piles des ponts de la Meuse. A Liège même et au Val-Benoît, où passent les trains d'Allemagne, les ponts en amont et en aval avaient déjà été minés. Le tunnel de la Drenthe et le viaduc d'Oblain sont minés depuis longtemps.

Un conseil des ministres

Le roi a eu, cet après-midi, au Palais de Bruxelles, une longue conférence avec les ministres de la guerre, des affaires étrangères et des finances, conférence à laquelle assistait le chef de l'état-major général de l'armée.

Fermeture de la Bourse

Bruxelles, 29 juillet. — La Bourse de Bruxelles est fermée jusqu'à nouvel ordre.

L'ATTITUDE DE L'ESPAGNE

Comment l'Espagne soutiendrait la Triple-Entente

On mande de Madrid, 28 courant, à la *Gazette de Cologne* :

Tout intérêt quelconque pâlissant devant le conflit austro-serbe. On dit qu'il se tiendra à Madrid un conseil des ministres sous la présidence du roi, à un caractère alarmant. On ne cache pas que l'Espagne, par suite de sa convention avec la France, est obligée de faire occuper par 100,000 soldats espagnols les positions françaises au Maroc, afin de rendre libres les troupes françaises d'Afrique.

Elle n'aurait donc qu'à attendre, si elle n'a pas encore décidé de se joindre à la Triple-Entente, de voir si elle ne peut pas, en attendant, faire occuper par 100,000 soldats espagnols les positions françaises au Maroc, afin de rendre libres les troupes françaises d'Afrique.

Elle n'aurait donc qu'à attendre, si elle n'a pas encore décidé de se joindre à la Triple-Entente, de voir si elle ne peut pas, en attendant, faire occuper par 100,000 soldats espagnols les positions françaises au Maroc, afin de rendre libres les troupes françaises d'Afrique.

Elle n'aurait donc qu'à attendre, si elle n'a pas encore décidé de se joindre à la Triple-Entente, de voir si elle ne peut pas, en attendant, faire occuper par 100,000 soldats espagnols les positions françaises au Maroc, afin de rendre libres les troupes françaises d'Afrique.

Les Manifestations A PARIS

Donc, le gouvernement de la République a dû devoir faire ce que les ministres prussiens n'avaient pas osé tenter : interdire dans un pays où existait — croyait-on — le droit de réunion, un meeting en salle close !

La police avait prouvé à coups de matraque, la veille et l'avant-veille, que le cri de « Vive la Paix ! » était un cri révoltant. L'oukase du gouvernement, interdisant la réunion organisée par la C. G. T., alors qu'elle avait été précédemment autorisée par le préfet de la Seine, n'était donc que la dernière mesure d'un régime qui se défendait contre la guerre, indiquant que les policiers n'ont pas outrepassé les ordres qu'ils avaient dû recevoir et qu'il est évidemment interdit en France, développer les sentiments pacifistes qui peuvent être exprimés en Allemagne.

« AUTOUR DE LA SALLE WAGRAM »

Des forces considérables de police avaient été mobilisées pour empêcher à tout prix la réunion des protestataires ouvriers. Ce ne sera pas faire un compliment à ceux qui prirent l'initiative de ces mesures dictatoriales que de dire qu'elles y ont admirablement réussi.

Il est vrai qu'il fallut mettre tout un quartier en état de siège, faire évacuer absolument l'avenue de Wagram, de l'Étoile à la place des Terres, barrer toutes les rues adjacentes par de triples cordons de gardes républicains et d'agents, condamner deux stations du Métropolitain et du tramway, et faire effectuer à tout moment de multiples charges au hasard, à peine le tas !

A ce prix, le meeting n'est pas lieu. Mais, en dépit de la violence gouvernementale et des violences policières, malgré l'interdiction, l'obstruc-tion et la répression, l'écho des protestations populaires troubla l'habituelle tranquillité de ces quartiers aristocratiques. On eut des coups de gaz, vers l'Étoile et les Champs-Élysées, vers l'avenue Niel comme sur le boulevard de Courcelles, les charges de nombreux manifestants — qui eussent évidemment été plus nombreux si les journaux du soir n'avaient pas annoncé l'interdiction ministérielle — démontrèrent que s'il est quelques gamins royalistes ou quelques ratapols bonapartistes qui désirent hâter la guerre, la masse du peuple républicain et socialiste la repousse et veut la paix.

Le nombre des arrestations opérées indique à lui seul l'importance du mouvement. Importance que la préfecture n'a pas voulu démentir en donnant un chiffre officiel qui devait atténuer l'importance du mouvement. Si l'on songe à l'immensité du terrain occupé par les agents ou par les gardes à pied et à cheval, par conséquent à la difficulté de concentrations massées partielles, on se rendra mieux compte de la manifestation que représente ce nombre.

Pour diriger sur le Dépot

